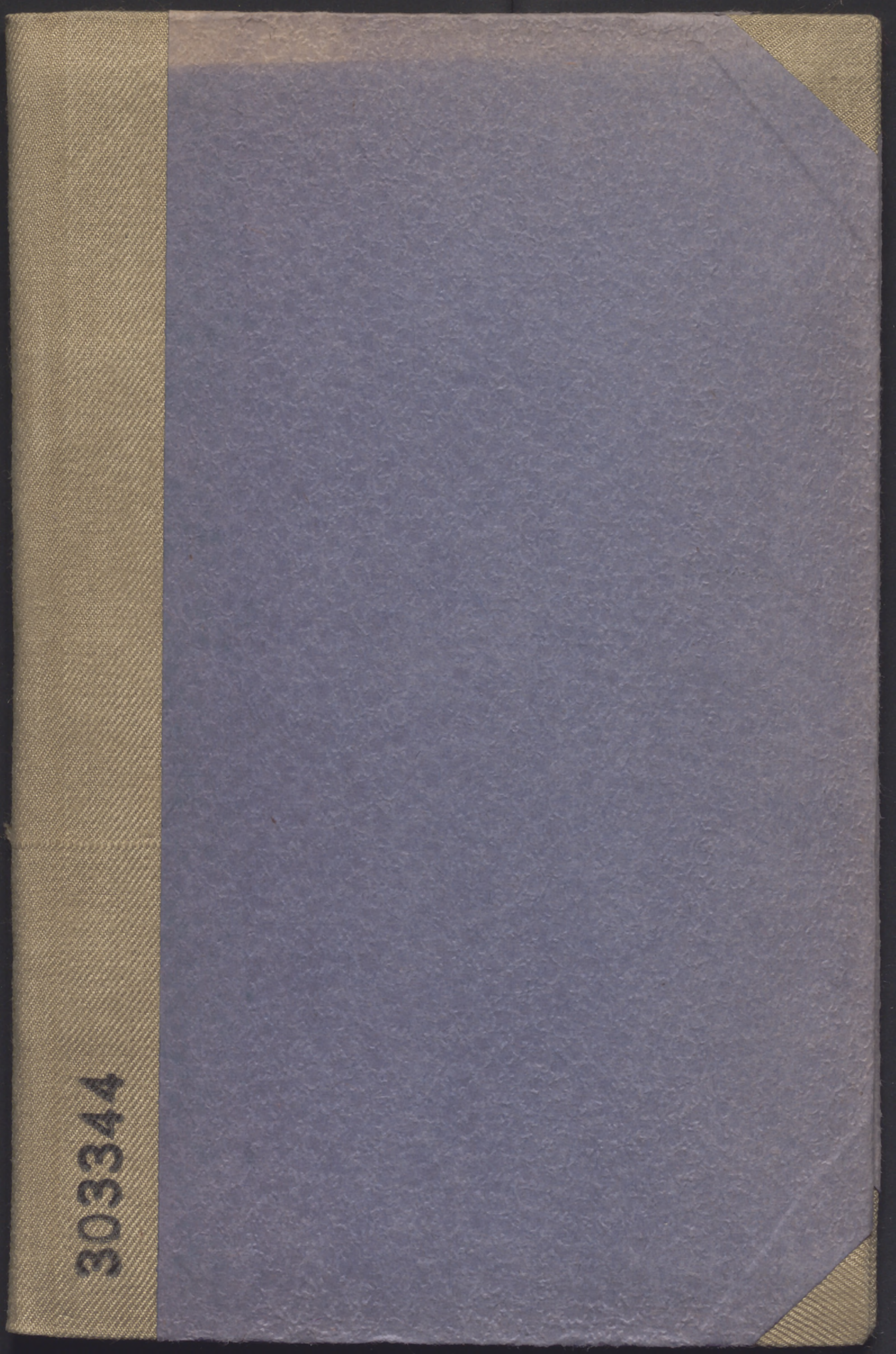

303344

FAUT-IL

UNE

POLOGNE

[Maurycy Mochnacki]



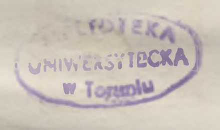
PARIS

H. LEBRUN, ÉDITEUR

RUE DE LILLE, 3

1854

L'Éditeur se réserve le droit de traduction.









FAUT-IL UNE POLOGNE

Nous posons cette question sans prétendre la résoudre; c'est au lecteur, quand il aura lu les pages qui vont suivre, d'en juger.

Il existe à la Bibliothèque Impériale un livre commencé en 1832, que la mort de l'auteur a laissé inachevé : c'est l'histoire de l'insurrection polonaise, par Maurice Mochnacki.

Écrit et imprimé dans l'idiome national, cet ouvrage est à peine connu en France. Un Polonais, officier supérieur dans une armée étrangère, en a fait, dans ses loisirs, une traduction française, mais par sympathie pour l'auteur et sans intention aucune de jamais la publier. Un heureux hasard étant venu placer ce manuscrit sous nos yeux, nous l'avons lu, poussé par la curiosité d'abord, puis avec une attention soutenue. Les chapitres qui traitent de la politique du cabinet de Saint-Pétersbourg à l'égard de la Turquie, et des intérêts de la politique allemande dans ses rapports avec la Russie, nous ont frappé surtout par la justesse du coup d'œil avec lequel l'auteur appréciait dès lors le système envahissant des Czars, et s'enquérait des plus sûrs moyens à y opposer. Nous avons cru que ces lignes, pour ainsi dire prophétiques, seraient lues avec fruit par cette partie du public qui examine attentivement toutes les phases que suit la guerre d'Orient, y compris celles des négociations, qui n'en sont pas la partie la moins curieuse, et, du consentement du traducteur, nous nous sommes décidé à les livrer à l'impression.

Maurice Mochnacki, né en Gallicie en 1804, prit une part active à l'insurrection du 29 novembre 1830. Réfugié en France après la chute de Varsovie, il consacrait le temps de l'exil à écrire les événements de la guerre de Pologne, quand la mort vint le surprendre, à Auxerre, à l'âge de trente ans.

Parmi les causes que l'auteur de l'histoire de l'insurrection assigne à son insuccès, il met en première ligne le mauvais choix du théâtre de la guerre; ce choix, selon lui, devait tomber sur les anciennes provinces polonaises incorporées à l'Empire, et non sur le royaume de Pologne proprement dit. Sous Varsovie on pouvait se défendre pendant un temps donné et... périr; en Lithuanie, en Volhynie, en Podolie, en Ukraïne seulement, favorisée par la nature du terrain, la guerre cessait d'être systématique et routinière pour prendre le caractère d'une lutte nationale.

Selon l'auteur, dont l'ouvrage abonde en preuves, en franchissant les frontières de l'Empire aussitôt que l'insurrection eut éclaté et fut devenue générale dans le royaume, on s'assurait de la coopération de tous les corps stationnés dans les anciennes provinces polonaises, et on désorganisait pour longtemps les forces offensives de la Russie, qu'on prenait par surprise. Le terrain était tout préparé, le mécontentement général depuis l'avénement au trône de l'empereur Nicolas, et toutes les ressources de ces contrées, recrues, magasins, caisses publiques préparées pour une mise sur pied de guerre, tombaient forcément entre les mains des insurgés dont l'armée formée des troupes les plus belles, les mieux exercées qu'il y eût alors en Europe, se doublait et se triplait ainsi par l'accession des corps de Lithuanie et par les levées qui allaient y être incorporées. Ce n'est donc que par là que l'insurrection pouvait frapper la Russie au cœur, en atteignant ses principales ressources matérielles, et en détruisant du premier coup son ascendant moral sur des populations mécontentes et opprimées. Cette première faute capitale porta, dès le commencement, un coup mortel à l'insurrection.

Nous ne suivrons pas l'auteur dans toutes les considérations qu'il invoque à l'appui de son opinion, et nous nous hâtons d'arriver aux chapitres dans lesquels il envisage les vues politiques de la Russie et des puissances allemandes; mais ici nous laisserons parler M. Mochnacki lui-même.

CHAPITRE II

LA LITHUANIE ET LA RUSSIE ROUGE CONSIDÉRÉES SOUS LE RAPPORT DES VUES POLITIQUES DU CABINET DE SAINT-PÉTERSBOURG SUR L'ORIENT.

Des considérations politiques et militaires d'un ordre plus élevé militent aussi en faveur de l'opinion émise dans les pages précédentes.

Par le démembrement définitif des plus belles et des plus vastes provinces de l'ancienne Pologne, la Russie acquit le pouvoir de développer dès lors les deux tendances de son système politique, les plus dangereuses pour l'Europe. La possession de ces provinces l'introduisait dans cette partie du monde civilisé dont l'avait tenue jusqu'alors séparée la Pologne indépendante, et cette position, elle eut l'art de l'utiliser aussitôt pour établir fortement son influence sur l'orient et sur l'occident de l'Europe, ici par la pression des populations slaves, là par l'asservissement religieux des Slaves et des Grecs.

Ainsi, par la Pologne occidentale, la Russie assure son influence sur la Prusse et sur l'Autriche. Par la Prusse et par l'Autriche, elle la consolide dans l'Europe entière en pesant dans ses conseils de tout le poids que

les pays slaves donnent à ces deux puissances dans l'équilibre européen. Là est la première et la principale tendance du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Par la Pologne orientale arrosée par la Vilia, le Bug et le Dniéper, la Russie plonge dans les possessions de la Porte qui a déjà eu maintes fois l'occasion de ressentir les suites fatales de notre disparition de la carte de l'Europe, tant dans les agressions russes à force ouverte, que, ce qui est pire, dans les interventions protectrices de bon voisinage, protection qui l'a réduite à l'état morbide où elle se trouve et qui n'est que l'avant-coureur de sa chute prochaine. C'est là la seconde tendance de la politique russe.

Toutes les deux rattachent la cause de l'existence de la Pologne à toutes les questions politiques modernes, et font de son rétablissement intégral la plus grave des questions européennes. Je m'arrêterai un instant sur la dernière de ces deux tendances, qui n'a pas été, que je sache, traitée jusqu'à présent par les publicistes avec l'intérêt qu'elle comporte, ni appréciée à sa juste valeur dans son rapport intime avec la possession, par la Russie, de la Lithuanie, de la Volhynie, de la Podolie et de l'Ukraïne. On s'accordait bien jusqu'à présent à reconnaître que l'existence d'une Pologne libre et indépendante avait quelque influence sur le midi de l'Europe, et sur la condition future des peuples slaves, mais on n'a jamais traité cette question assez explicitement au point de vue des intérêts matériels de l'Europe, inséparables des questions de haute politique et de morale.

Sans avoir la prétention de présenter cette démonstration de manière à convaincre ceux qui ne veulent

pas être convaincus, j'essaierai de soumettre au lecteur impartial quelques brèves observations qui lui prouveront, j'espère, toute l'importance qu'une étude approfondie lui fera trouver dans cette question déjà si grave aujourd'hui et qui le deviendra chaque jour davantage.

Prenons d'abord la carte de l'Europe, et figurons-nous l'empire de Russie depuis la mer Glaciale jusqu'à la Tauride, sans la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie et l'Ukraïne, c'est-à-dire la Russie telle qu'elle était avant les démembrements et telle qu'elle fût devenue si la guerre de Pologne avait été courronnée de succès. A côté de cette Russie, figurons-nous le royaume de Pologne formé de ces quatre vastes contrées et de sa partie occidentale, indépendante, fortement organisée, bien administrée, avec une armée régulière proportionnée à ses ressources, et alliée à l'Autriche et à la Prusse, ou seulement à l'une de ces deux puissances.

Dans cette hypothèse qui n'était rien moins que chimérique, que devenait le vaste empire de Russie, dont la masse écrase aujourd'hui l'Europe? N'y aurait-il eu aucun déchirement territorial, aucune solution de continuité entre le nord et le midi de cette surface immense? Ces parties hétérogènes, sans adhérence directe entre elles, réunies par la force, opprimées et non vaincues par un despotisme monstrueux, auraient-elles conservé longtemps des liens que n'ont cimentés ni les mœurs, ni la communauté de langage ou de religion? Si l'habitant de Tobolsk et du Kamtchatka, si Suédois, Courlandais, Circassien, Moscovite, Géorgien, Kirghis, Kabardien, Cosaque, Tatar, Baskir, Kalmouk, Mahométan et autres peuples depuis l'Irtisch jusqu'au Kouban, fléchissent encore le genou

devant le même maître, il ne faut l'attribuer qu'à l'impardonnable incurie des gouvernements occidentaux et aux fautes déplorables qui nous ont fait succomber dans notre levée de boucliers.

Il existe entre la Pologne et les autres parties de l'Empire des rapports d'économie publique et d'administration intérieure, des rapports militaires, industriels et commerciaux dont il est impossible de ne pas tenir compte. Notre pays est en quelque sorte le véhicule de la puissance des Czars du nord au sud et de l'est à l'ouest de leurs possessions. Leur dernier accaparement du précieux héritage des Jagellons, en rapprochant le colosse asiatique de l'Europe civilisée, sert aussi à lier ses parties éparses en un seul faisceau, et imprime à tous ses mouvements, dans tel sens qu'il veuille les diriger, plus de régularité, de cohésion, d'élan et de force. Pour peu qu'on examine bien sa taille et sa conformation, on verra que c'est à l'aide de nos provinces qu'il pousse à la Turquie, et se manifeste en dehors de ses limites asiatiques. Dans ce vaste corps politique qui constitue l'État moscovite, la Pologne est à la Russie ce que l'artère du cœur est à la circulation du sang. C'est en touchant le sol polonais qu'on sent les pulsations du Géant du Nord.

Les frontières actuelles de la Russie, quoiqu'elles s'étendent fort en avant dans le midi, les ports et les possessions détachées sur le littoral des mers Noire, Caspienne et d'Azof, sont loin de constituer le développement complet de son système de conquêtes. On doit plutôt les considérer comme l'esquisse, jetée avec intention, d'un plan plus vaste et plus profond, dont la pensée intime et le but définitif sont l'empire d'Orient.

Ces conquêtes isolées dans le Levant ne sont que les jalons d'un vaste réseau tendu contre la résistance éventuelle du Sultan et l'opposition présumée de l'Europe. Le Czar en tient le cordon d'une main vigoureuse; il n'attend qu'une circonstance favorable pour le tirer à soi et envelopper ainsi, sans coup férir, cette proie facile, objet constant, depuis un siècle, de sa convoitise secrète et de celle de ses prédécesseurs. Et qu'on ne dise pas qu'il n'y aurait pas de conséquence dans cet esprit d'agrandissement d'un Empire déjà si grand : *Putant enim qui mari potitur, eum rerum potiri.* Le cabinet de Saint-Pétersbourg comprend bien cette vérité. Pour consolider l'influence politique qui lui est acquise, grâce à ses possessions territoriales, il faut que la Russie, pendant cette seconde ère de son accroissement, acquière, comme puissance maritime, une prépondérance analogue. Pour atteindre ce but, il lui faut les Dardanelles, partant Constantinople. C'est là le but tracé par Pierre le Grand à la politique russe. Or, *ce plan, elle ne peut le suivre que pour autant qu'elle est maîtresse absolue de la Pologne.*

Il y a des éléments indispensables à l'existence des grandes puissances. De grandes masses de terre ne peuvent pas plus se passer de grandes masses d'eau, que les hommes et les animaux ne peuvent se passer d'air. Pour la Russie, il n'y a point de milieu : ou il faut qu'elle descende du rang de puissance prépondérante, ou qu'elle atteigne son but. Beaucoup d'écrivains ont examiné s'il était vraisemblable qu'il existât à l'égard du Sultan un projet pareil à celui dont le roi Stanislas-Auguste a été le jouet, et que le sort de la Pologne et de la Géorgie fût réservé à la Turquie. En France et en

Angleterre, ce projet est taxé de rêve, et cependant l'influence russe toujours croissante en Grèce, exclusive et sans contrôle dans les principautés de Moldavie et de Valachie, ne donne-t-elle pas une idée suffisante des résultats probables de cet affaiblissement systématique des États Ottomans et de cet investissement graduel de son territoire, comme d'une forteresse qu'on veut prendre par la famine ?

En 1790, après l'occupation de la Crimée, la rivière de Kouban separait la Russie de la Turquie. Le détroit qui unit la mer Noire à la mer d'Azof donne à cette rivière une grande importance par la position de la ville d'Anapa, près de laquelle la chaîne du Caucase s'affaisse et se perd près du rivage, de manière que la ligne défensive se concentre en cet endroit sur ce seul point. Aujourd'hui les canons turcs ne grondent plus sur les bords opposés du Kouban, les aigles russes ont remplacé le croissant sur les murs d'Anapa, et la chaîne des hauteurs qui unit la Géorgie à la Crimée complète les moyens de défense et d'agression de ce côté. Quant à la Perse, depuis la prise du Daghestan et du Chirwan, où les Russes occupent des positions militaires qui relient en une seule ligne offensive et défensive leurs possessions asiatiques, cette puissance ne saurait plus répondre à l'appel du Sultan menacé. Enfin la Russie, appuyée sur le *Kour*, est maîtresse de la mer Caspienne et en parcourt les eaux sans rivaux.

Les armées russes ont déjà traversé les Balkans. Diebitch a campé en vue des minarets de Constantinople, et cette année même (1833) les Russes en devinrent maîtres en qualité d'amis et d'alliés. Ainsi, ce qui aurait paru impossible à la fin du dernier siècle a

été accompli de nos jours, sous les yeux de l'Europe silencieuse, par le petit-fils de Catherine. Eh bien! nous le demandons, qui est-ce qui l'aurait empêché d'occuper Constantinople s'il l'avait voulu alors, ou d'y rester s'il l'avait jugé opportun? Notre intervention! répondent les ministres de France et d'Angleterre. D'accord : mais si un jour, poussé par la force des choses, un Czar s'avisait de considérer, non plus la conquête, mais la simple prise de possession de la Turquie européenne, comme un moyen d'échapper à l'avenir à toute espèce d'intervention? Si, saisissant le premier prétexte venu, troubles révolutionnaires à comprimer, coreligionnaires à protéger, alliés fidèles à tirer d'embarras, il se faisait solliciter par les populations de la Turquie elles-mêmes à venir les sauver?

Oh! ce n'est qu'alors que l'Angleterre sentirait peut-être les conséquences du démembrement de la Pologne, cette alliée séculaire de la Porte, et ces conséquences, c'est dans la Méditerranée surtout qu'elle en ressentirait les funestes effets. Que l'Angleterre ne croie pas à la possibilité d'une expédition russe dans les Indes, qu'elle se rie des projets qu'on prête au cabinet de Saint-Pétersbourg d'affranchir tôt ou tard cette immense colonie, cela n'empêche nullement les Czars d'y penser pour elle, et de coordonner toutes leurs vues sur la Turquie avec ce vaste plan que le génie de Napoléon ne croyait pas en dehors du possible. On n'ajoutait pas plus de foi à Saint-Pétersbourg au soulèvement de la Pologne, et pourtant ce même Diebitsch qui, victorieux, avait campé aux portes de Constantinople, perdit dans les champs de Grochow les lauriers qu'il y avait cueillis. Le propre de toute chose

grande est de paraître impossible de loin. A cet égard tout projet qui sort du commun, toute entreprise gigantesque, soit politique, soit militaire, est en raison inverse des chefs-d'œuvre matériels de l'art. Ceux-ci, aperçus à peine à une grande distance, s'agrandissent à mesure qu'on s'en approche. Ceux-là, au contraire, diminuent lorsqu'on les aborde, et il devient souvent plus facile de les exécuter, qu'il ne l'a été de les concevoir et d'en préparer l'exécution.

Personne ne contestera qu'il serait plus aisé aujourd'hui de s'emparer de la Turquie, qu'il ne l'a été à Napoléon de faire la conquête de l'Egypte. Forcer l'Angleterre à souscrire à l'occupation de la Turquie en la menaçant dans les Indes, est-ce donc plus extraordinaire, est-ce moins exécutable que de repasser la Méditerranée avec une seule voile à travers les flottes anglaises, ou de reprendre le trône de France à la face de l'Europe coalisée, avec une compagnie de grenadiers[1]. — Oui, je demande, s'il existait une Pologne

1. Les agents de la Russie sont parvenus à en imposer singulièrement à l'Angleterre; ils ont persuadé au public que l'occupation de Constantinople, et par conséquent l'expédition aux Indes, étaient des chimères. Les Anglais ont bien cru à la possibilité du débarquement de Napoléon, bien que sous plusieurs rapports ce projet hardi fût plus difficile à exécuter que ne le serait l'invasion des Indes par les Russes ou par leurs alliés. Le grand génie qui puisait sa principale force dans la précision des calculs mathématiques, ne taxait pas ce dernier projet de chimère.

Avant 1812, l'empereur Napoléon envoya en Perse, à travers la Russie, le général Gardanne, avec la mission secrète de reconnaître la route des Indes et ostensiblement dans le but de faire des recherches scientifiques. Le général Gardanne adressait ses rapports à l'empereur datés de Téhéran; ils passaient ordinairement par la voie de Russie, où on était loin de se douter du véritable

indépendante, vaillante, et compacte, telle que nous l'ont laissée les Jagellons et les Batory, les empereurs de Russie, descendants des Czars tributaires des Khans tartares, qui, eux-mêmes, payaient le tribut d'allégeance aux rois de Pologne, songeraient-ils jamais à des plans si vastes, à des conquêtes si éloignées ?

but de cette mission. Lors de la campagne de 1812, les Cosaques trouvèrent dans des fourgons de l'état-major de l'empereur les dessins, les cartes, les rapports et tous les papiers de Gardanne. Le gouvernement russe ne manqua pas de profiter de cette trouvaille; l'empereur Alexandre, pour se convaincre de la possibilité réelle d'une expédition continentale aux Indes, engagea la plupart des officiers qui avaient accompagné le général Gardanne à entrer à son service. Cette mission, qui avait plus d'ingénieurs et d'artilleurs que de savants, était composée de MM. Gardanne, Coussian, son secrétaire, Lajard sous-secrétaire, Joannini drogman, Salvatori, médecin, Lami, Bontemps, Verdier, Fabrice, Bianci, d'Adad, Robert, Marion, Guidard.

Une copie du plan de cette expédition a été trouvée en 1814 dans les archives du ministère de la guerre, à Paris. L'empereur Alexandre se la fit remettre. D'après les rapports de Gardanne, Napoléon avait tracé tout l'itinéraire, étape par étape, que les armées franco-russes auraient suivi en cas que la Russie eût été contrainte à souscrire à la paix imposée par le vainqueur. Le plan de campagne était calculé pour une armée de soixante-dix mille hommes. Cette armée devait arriver aux Indes en cent dix-neuf jours. Les points principaux étaient, Taganrog, Piatuzbiarskaia, Tzaritzin, Astrakhan, Asterabad jusqu'à l'Indus. D'Asterabad jusqu'à l'Indus l'empereur avait fixé quarante-cinq jours de marche.

Quelques publicistes anglais, entre autres Macdonald Kineir, Lacy Evans et dernièrement Fergusson, ont depuis traité ce sujet; s'ils n'ont convaincu personne ou seulement peu de monde, ils ne laissèrent pas de jeter l'alarme dans le public. Depuis le renversement de Tippo-Saïb, les Indes orientales sont devenues

Dans l'état actuel des choses, avec la Pologne écrasée ou amalgamée, bien des raisons peuvent porter le cabinet russe à convoiter la Turquie. Ces raisons peuvent se résumer ainsi :

1° D'après les lois naturelles inhérentes au sol et au climat, l'action expansive de cet immense empire s'exerce du Nord au Sud dans le sens de ses débouchés; les plus belles provinces de ses possessions euro-

partie intégrante de la Grande-Bretagne. En les perdant elle serait ruinée, et rien ne pourrait la relever de cette chute. Napoléon, général, conquérant de l'Égypte, premier consul, empereur, n'oublia jamais que rien ne saurait autant ébranler l'Angleterre que d'affaiblir sa puissance sur les bords du Gange.

Il y a 16 ou 1,800 milles de Londres à la presqu'île indienne, tandis que de Constantinople à Bombay ou à Soumatra il n'y a que 3,000 milles en y comptant 400 milles de chemin de terre de Trébizonde à Mossoul. Le trajet de 200 milles de Mossoul à Bagdad se fait sur de grands bateaux. De Bagdad jusqu'au golfe, le fleuve est navigable même pour de grands bâtiments de transport. Cette route a encore l'avantage d'offrir à l'armée expéditionnaire des moyens de transport par terre, tels que mulets, chameaux, bœufs, etc. Erzeroum est une excellente place pour y établir des magasins et des dépôts. Les Anglais l'avouent eux-mêmes : « En supposant, dit Macdonald Keneir, qu'une puissance européenne veuille envahir les Indes, il n'existe pas, dans l'Asie Mineure, de point plus important qu'Erzeroum pour y concentrer une grande armée : abondance de chevaux et de bestiaux, de blé et de fourrages; des chemins également bons en été comme en hiver; les habitants y font un grand commerce avec les grandes villes de la Turquie et de la Perse, et nommément avec Constantinople, Bagdad et Érivan. Mais il est possible, observe Lacy Évans, écrivain spirituel et statisticien exact, que les Russes qui voudront soulever les Indes ne choisissent pas ce chemin; le rivage oriental de la mer Caspienne, les pays situés au pied des Monts-Ourals auraient la préférence pour une telle expédition... » (*Note de l'auteur.*)

péennes et asiatiques se trouvent au Midi. Leurs produits s'écouleraient bien plus avantageusement par la Méditerranée que par la Baltique.

2° S'il n'en est pas ainsi aujourd'hui, il ne faut l'attribuer qu'à la position trop excentrique de la capitale. Pétersbourg est une sangsue qui exprime à son profit exclusif les sucs nutritifs de tout l'empire. Une dangereuse centralisation de toutes les richesses et de toutes les influences, produit dans le corps du colosse une révulsion contraire aux lois naturelles; le sang de ses veines circule en sens opposé aux règles générales : des contrées les plus riches et les mieux dotées par la nature, des climats les plus doux, il reflue vers la patrie des glaces et de la stérilité. Bâtie en un jour, peuplée par un ukase, cette ville entretient l'empire dans un état fébrile semblable à celui d'un homme menacé d'apoplexie foudroyante. Il est donc d'une politique sage de chercher à sortir par tous les moyens de cet état de malaise intérieur qui ne peut aboutir tôt ou tard qu'à une crise fatale à la prospérité de l'État. Pour favoriser cette tendance et lui imprimer une impulsion plus en harmonie avec le véritable intérêt de la Russie et les projets d'agrandissement qu'elle ne perd jamais de vue, le gouvernement est obligé, sous peine de mort violente, de transférer la métropole au midi de l'Empire. Les charmes d'un ciel d'Italie, si attrayant pour une cour féminine et adonnée aux plaisirs, comme celle de Russie, c'est là une considération secondaire en comparaison de celle qu'une politique prévoyante ne saurait négliger plus longtemps avec impunité.

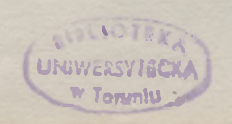
3° Saint-Pétersbourg a été bâtie, comme on le sait, non-seulement dans un but purement commercial,

mais aussi pour jeter les fondements d'une marine de guerre puissante, sans laquelle le commerce d'une grande nation ne saurait prospérer. Ce fut là la pensée de Pierre Ier quand il fonda sa résidence aux confins de son empire, dans un endroit stérile, marécageux, exposé aux envahissements de la mer, et loin des rivières navigables. Ses vues élevées n'ont pas, jusqu'à présent, été couronnées de succès, car, si d'un côté, il est vrai que les Russes n'ont point de rivaux sur la mer Baltique, il n'est pas moins vrai qu'on peut leur en laisser le sceptre sans danger. Cette mer enfermée entre les terres, séparée de l'Océan par le Sund, n'est qu'un vaste lac navigable pendant une partie de l'année seulement, et insuffisante, par là même, à l'éducation des marins. Les grands vaisseaux de guerre, inactifs pendant six, sept, quelquefois neuf mois de l'année, deviennent un fardeau inutile pour l'État. Pour remplir les ordres contenus dans le testament politique de Pierre le Grand, de consolider les conquêtes continentales par le développement des forces maritimes, il faut absolument à la Russie une mer vaste et accessible en tout temps. Ce n'est donc pas une ambition futile, une velléité de conquête, mais de graves considérations politiques et d'intérêts matériels qui portent les Czars à chercher à effectuer sur la Méditerranée ce qui n'a pas réussi sur la Baltique.

Tout semble les attirer d'ailleurs vers cette cité dont la prospérité au déclin a su néanmoins, par l'importance de sa position, prolonger si longtemps l'agonie de l'empire d'Orient. C'est par elle que les plus riches provinces du Midi et du centre de la Russie peuvent entrer en relations immédiates avec les villes commer-

ciales de l'Occident. C'est par Constantinople aussi que le commerce russe peut communiquer par terre avec les marchés d'Orient. Les Anglais entretenaient jusqu'à la moitié du dernier siècle un commerce avantageux par le littoral de la mer Caspienne avec Boukhara et Samarcande; la Russie, en contraignant la Compagnie des Indes à abandonner le comptoir d'Astrakhan, a déjà paralysé son commerce dans ces contrées. En occupant Constantinople, elle se rendrait maîtresse exclusive de tout le commerce de l'Asie-Mineure, de la Perse et des pays avoisinant les frontières septentrionales des Indes. Déjà aujourd'hui les négociants russes visitent tous les ans le golfe de Kouliouk, situé dans la partie méridionale de la mer Caspienne, et expédient de nombreuses caravanes à travers les possessions des Turcomans vers Khiva et Boukhara. Le consul français Gamba s'exprimait ainsi à l'époque où il s'agissait d'un traité de paix entre la France et la Russie pour entraver la suprématie du commerce anglais en Orient : « Bientôt une grande « partie du commerce de l'Asie recouvrera ses anciens « débouchés, qui seront plus avantageux et plus faciles, « car ils ne dépendront plus exclusivement de la Com- « pagnie anglaise. »

Qui ne comprendra enfin que le port de Constantinople, devenu la capitale des Czars, serait bientôt le plus riche et le plus bel arsenal maritime du monde? Les forêts de l'Asie-Mineure, qui produisent les meilleurs chênes connus, les mines de fer du Caucase, les lins de Sinope et de Trébizonde, célèbres par leur longueur et leur solidité, approvisionneraient bientôt avec abondance les établissements maritimes des suc-



cesseurs de Pierre Ier. La main-d'œuvre coûte moins sur les bords de la mer Noire que partout ailleurs ; les matelots grecs sont les premiers matelots du monde, et les Russes eux-mêmes, qui sont loin d'être dénués d'intelligence, s'y formeraient facilement sous la direction d'habiles officiers que l'Amérique du Nord et la Hollande fourniraient avec joie contre leur rivale. Voilà les traits principaux d'un avenir, peu éloigné peut-être, auquel, après tout ce que la Russie a fait depuis cinquante ans, il peut être fort commode de ne pas songer, mais dont il serait dangereux et peu sage d'oublier la possibilité.

Si avant Pierre Ier, du temps d'Ivan Wassilewitch par exemple, quelqu'un en Europe avait prédit une Russie telle qu'elle existe de nos jours, ne l'aurait-on pas taxé de visionnaire et de charlatan politique? Et pourtant il y a plus loin de la Russie d'alors à celle de nos jours, que de celle-ci à la Russie future, telle qu'elle tend à le devenir, telle qu'elle le deviendra sans doute, à moins qu'elle ne s'écroule sous son propre poids. Il y a quelque chose de poétique et de fantastique dans l'accroissement de cet État monstrueux. Une certaine hardiesse d'imagination inspirée par le sentiment des forces matérielles dont ils disposent, la nécessité de frapper, par l'éclat de nouvelles conquêtes, l'opinion de leurs peuples que la réflexion pourrait rendre redoutables, portent les czars à s'épandre constamment au dehors en absorbant ce qui les entoure. Que ce soit instinct de la grandeur ou règle invariable de la barbarie, toujours est-il que rien n'électrise autant l'imagination toute-puissante de l'absolutisme septentrional, que le beau ciel du Midi, les délices de la nature orien-

tale, les charmes de la Méditerranée, les ruines et les monuments de la grandeur antique. — « Cet empire, » dit Bonald en parlant de la Russie, « placé sur les con-« fins de l'Europe et de l'Asie, pèse à la fois sur toutes « les deux, et depuis les Romains aucune puissance « n'a montré une plus grande force d'expansion. Il « en est ainsi dans tout État où le gouvernement est « éclairé et le peuple barbare, et qui réunit l'extrême « habileté du moteur à l'extrême docilité de l'instru-« ment. »

En effet, il n'y a que deux principes qui composent cet empire : la force physique et la volonté qui donne l'impulsion à cette force. *Gouvernée* à l'extrême, la Russie ne peut pas être appelée nation, ce n'est qu'un état, un instrument, et non une société. Il faut pour des entreprises hasardeuses, ou les facilités que procurent de grandes richesses, ou l'aiguillon d'une extrême misère. En plaçant la Russie dans cette dernière catégorie, il n'y a rien d'impossible aux Czars. Ils n'ont été jusqu'à présent que les détrousseurs du continent de l'Europe et de l'Asie; mais pour conserver ce qu'ils ont si honorablement acquis, tôt ou tard l'un d'eux se fera pirate.

Créer une nouvelle langue en introduisant par un ukase jusqu'à des lettres nouvelles, transporter une capitale à quelques centaines de lieues d'un point de l'empire à l'autre, supprimer les barbes à toute une classe d'habitants, et l'habiller à l'européenne, couvrir une génération presque sauvage du vernis social des nations à moitié pourries de vieillesse; déchirer, en un mot, d'une main de fer les annales de la Moscovie barbare et la pousser sur un chemin nouveau, inconnu,

en lui disant : Marche ! marche ! telles furent les œuvres de Pierre le Grand.

Pour savoir comment les Czars bâtissent des métropoles, examinons un peu la sienne. Il y a à peine cent ans que la place où s'élève Saint-Pétersbourg n'était qu'un marais mouvant. Le chef des apôtres, saint Pierre, fonda son temple sur un rocher, le pape russe bâtit le sien dans la boue. En un clin d'œil, quelques cabanes de pêcheurs se transformèrent en une cité la plus régulière du monde et la plus admirée. Ordinairement les villes s'étendent et s'embellissent progressivement. L'esprit et la physionomie des générations, le caractère des habitants, leurs annales historiques, la nature de leurs gouvernements et les actions de leurs souverains, s'y gravent en traits indélébiles dans les diverses formes des édifices, des rues, des églises, dans les différents genres de constructions, de monuments et d'ornements. La capitale d'un grand peuple est une chronique, en pierre et en ciment, de son intelligence, de ses mœurs, de sa civilisation et de ses fastes ; c'est le tableau des différentes origines, des divers types distincts entre eux, bien qu'amalgamés et confondus au premier aspect ; c'est enfin la somme d'efforts constants et d'actions séculaires de toute une nation. Pétersbourg, au contraire, surgit par l'effet de l'improvisation gigantesque d'un pouvoir illimité. Le Czar a dit : « *Fiat urbs !* » et la ville parut, les eaux se séparèrent, les marais furent desséchés, les fondrières comblées. La pierre, le sable et d'énormes pilotis suppléèrent à ce qui manquait à la solidité du terrain. La Néva fut saisie entre deux murailles de granit et il lui fut défendu de sortir de son lit. C'est

depuis lors seulement qu'elle a réglé son cours jadis turbulent et qu'elle porte au golfe d'Aland, dans ses eaux pures et transparentes, l'image des palais somptueux et des temples qui environnent ses quais élégants. De temps à autre, elle frémit encore de sa contrainte et tâche de briser son joug; alors, au lieu de se dégorger dans la mer, elle recule, se gonfle, refoule ses flots vers sa source, crève au-dessus de ses barrières de granit, et inonde tout dans sa fureur, remplissant de terreur riches et pauvres, jusqu'au souverain lui-même indigné de ne pouvoir punir le fleuve rebelle de la Sibérie et du knout officiel.

L'aspect de cette ville de palais laisse pourtant une impression douloureuse. Un homme pensant est moins frappé de la grandeur du produit, que de l'immensité des moyens qui ont servi à le créer. Il est consterné de cette force de volonté, de cette obéissance inouïe de millions d'esclaves. Un ukase a fondé la capitale, un ukase l'a peuplée. Chaque Russe aisé fut tenu de bâtir un palais dans l'endroit et d'après le modèle indiqués; on anticipa sur le goût et sur le style des générations futures, on les subordonna au goût et au style d'un seul ouvrier, et ce fut encore l'ordre d'un seul qui fit venir de tous les coins de l'empire des hommes pour l'habiter. Dans un pays où ce mot : « Je veux, » décide du sort des millions d'hommes, ces transplantations violentes n'ont rien qui doive surprendre. « Les hommes sont des chiffres, » a dit le grand inquisiteur à Philippe II. L'esprit des ténèbres du Nord a compris cette leçon inspirée par l'esprit des ténèbres du Midi.

Non-seulement Pétersbourg, mais tout ce qui s'est

fait en Russie depuis cent ans, a été improvisé par une volonté illimitée. Les Czars créent des villes, des colonies, des provinces, des peuples. Ce qui exige ailleurs le travail des siècles, s'obtient ici dans l'espace de quelques années. Pour mettre la machine gouvernementale en mouvement, l'autocrate ne connaît d'autres moyens que les coups d'état; son histoire ne présente qu'une série de cet abus de la force, qu'on n'emploie dans d'autres Pays que dans des cas extrêmes, et alors que la chose publique est en danger. L'origine, la consolidation de la grandeur de la Russie ne sont que le résultat de la toute-puissance d'un seul. Cette toute-puissance est la base et la condition de ce gouvernement, qui serait renversé sans les commotions violentes imprimées par cette activité improvisatrice. Le tempérament convulsif du colosse le menace sans cesse d'un coup de sang, le mouvement et l'activité seuls peuvent éloigner la crise. Le fondateur de Saint-Pétersbourg, après avoir détruit la flotte suédoise près de l'île d'Aland, s'écria d'une voix prophétique : « La Russie est l'œuvre favorite de la nature, elle n'aura pas de rivale dans sa carrière ! » Quand on a pu bâtir une grande métropole sur un marais mouvant; quand on a détruit une autre métropole sous les yeux de Napoléon, on saura en établir une troisième dans l'endroit le plus avantageux et le plus beau.

Mais indépendamment de ces considérations, la Russie puise encore dans sa politique vis-à-vis de l'Europe occidentale des motifs non moins puissants de convoiter la possession de Constantinople. D'où pourrait-elle soutenir plus efficacement les tentatives res-

tauratrices des factions absolutistes et antinationales, que de ses flottes répandues dans la Méditerranée? Et comment pourrait-elle, elle-même, occuper une place prépondérante sans être maîtresse du Bosphore! Il existe, on le sait, une attraction irrésistible entre les cours absolues. Les relations de la Russie avec tous les partis antinationaux de l'Espagne et du Portugal, prouveraient, au besoin, que le despotisme plus encore que la révolution, a besoin de s'appuyer sur la propagande, dans l'intérêt de sa propre conservation.

Cette influence de la Russie dans la Péninsule, donne plus d'importance à ses vues sur la Turquie d'Europe, et sa prépondérance en Grèce mérite à coup sûr de fixer l'attention des hommes auxquels sont confiées les destinées des peuples.

L'avenir que la Russie travaille incessamment à s'assurer peut encore être éloigné; mais il n'en est pas moins essentiel de signaler la pensée secrète d'un cabinet qui, depuis cent ans, a su obtenir des résultats plus étonnants que ceux dont il nous menace. Il nous importe à nous de fixer principalement l'attention sur cette vérité : *Que le maître de la Pologne seulement pourra devenir et se maintenir maître de Constantinople. Toutes les vues, tous les vastes projets de la Russie sur l'Orient sont intimement liés avec l'asservissement de la Pologne, et la dénationalisation ou l'assimilation complète de celle-ci est une des conditions indispensables de leur réussite.*

La Pologne, telle que nous voulions la reconquérir, touche d'un côté à la mer Noire. Là où est aujourd'hui le chef-lieu de province Nikolaïew, était jadis la

riche Olbia, bâtie par les Milésiens, fameuse comme entrepôt de commerce de tout l'Orient, comme l'a été plus tard Mohilew pour le commerce de la Valachie et de la Moldavie. C'est par là que se faisaient tous les transports de ces pays au bord du Dniéper, c'est par là que les négociants polonais conduisaient leurs blés pour les transporter par la mer Noire à l'île de Chypre d'où ils approvisionnaient l'Archipel; cet état de choses ayant subi des changements par suite des guerres avec la Turquie, les Vénitiens envoyèrent une brillante ambassade au roi de Pologne, Sigismond Ier, pour le prier de rétablir, comme au temps du roi Casimir, les ports de la mer Noire, et obtenir la continuation des envois, à Chypre, des blés de l'Ukraine et de la Podolie. Au midi de l'Ukraine, la Pologne touchait à la Tartarie Mineure, jadis la patrie des Tartares de la Crimée appelés Pérékopiens; plus loin, à la mer Noire, jusqu'au confluent du Dniester, près d'Akermann. Le Dniester la séparait de la Moldavie jusqu'à la jonction de Morachwa. Les Tartares payaient un tribut aux rois de Pologne pour tous les pays qui s'étendaient d'Oczakow à la mer Noire, en vertu d'un traité conclu entre Sigismond Ier et Soliman II. C'est de cette partie du territoire polonais que les Cosaques débouchaient par le Dniéper; embarqués sur des nacelles appelées *czaiki*, ils parcouraient le Pont-Euxin en pillant les ports de l'Asie-Mineure, souvent les rives du Bosphore, et menaçaient quelquefois le Grand-Turc jusque dans son sérail. Car les Cosaques, cette milice si utile à la Russie et qui lui coûte si peu à entretenir, c'est Sigismond Ier qui les colonisa dans leurs steppes, c'est Étienne Batory qui en fit des sol-

dats ! Ces soldats furent pendant très-longtemps de braves et fidèles gardiens de la République contre les Moscovites, les Tartares et les Turcs.

C'est ainsi que la *Russie pousse à la Turquie par la Pologne*, c'est ainsi qu'*elle règne en Moldavie et en Valachie, par cette portion de notre patrie qui avoisine ces provinces;* c'est ainsi, en un mot, que la possession de la Pologne lui sert à développer cette tendance envahissante vers le Sud et vers l'Orient que j'ai essayé de déterminer. Par conséquent, l'insurrection du 29 novembre, dont le but était de rétablir nos anciennes limites depuis le littoral de la Courlande jusqu'à la mer Noire, frappait la Russie dans ses intérêts d'envahissement et de menace contre l'Europe. Par leur position centrale dans l'ensemble du système, par leur contiguïté aux anciens et aux récents agrandissements de la Russie du côté de l'Asie, nos provinces du Nord et du Sud-Est, une fois insurgées, interrompaient nécessairement toutes les communications militaires, administratives et commerciales de l'Empire dans deux sens différents : du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest. Son centre, qui est la base qui supporte toute sa puissance, se tournait contre lui-même. Si nous nous étions jetés au delà du Bug dès le 29 novembre, la Russie entrait forcément en lutte avec les éléments de sa propre puissance, avec tout ce qui la rendait européenne, complète à l'intérieur et redoutable au dehors. Ce n'était plus une guerre ordinaire pour la Russie. Nous soulevions violemment de ses assises, pour ne jamais l'y replacer, le colosse trop longtemps assis sur des fondements usurpés. Pour nous, remporter une grande victoire sous les murs de Varsovie ne vaudra jamais autant

que de ne pas nous laisser battre complétement en Lithuanie, en Podolie, en Volhynie, etc., et de prolonger, au jour le jour, une guerre qui dessécherait à leurs sources les forces de notre ennemi.

Quiconque fera la guerre à la Russie ne doit pas oublier que ce pays tient, sous beaucoup de rapports, à la nature du désert; non que cette dénomination puisse s'appliquer dans un sens absolu à tous les pays compris sous le nom de toutes les Russies; mais l'immense espace des possessions russes en Europe et en Asie, considéré relativement au degré de civilisation et à la condition des habitants qui est celle d'un parfait esclavage, présente à l'imagination l'image d'un désert physique et d'une stérilité morale et politique. L'intérieur d'un désert est presque toujours inaccessible. S'il y a des endroits qu'on puisse aborder, des points qui soient vulnérables, ils se trouvent à sa circonférence.

La Pologne est, pour la Russie, le point de sa circonférence, cet endroit vulnérable du côté de l'Europe. Si Napoléon n'avait pas perdu de vue ce caractère propre à la Russie, il est probable que la campagne de 1812 aurait eu un autre dénouement. La puissance de la Russie repose sur ses acquisitions et ses conquêtes; les rayons de cette puissance, au lieu de se projeter du centre vers les extrémités, selon la loi naturelle, obéissent, au contraire, à un mouvement concentrique, et c'est des points extrêmes de l'Empire que lui viennent la vie et la force. Ces points retranchés, il ne resterait à la Moscovie que ce qui ne peut pas être conquis, ce qui ne vaut presque pas la peine de l'être. Nul grand capitaine n'a jamais commis de faute plus grave que

celle qui a signalé cette désastreuse campagne de l'Empereur des Français. Il y a sacrifié la stratégie à la tactique; il voulait des batailles après avoir atteint le seul but pour lequel il aurait dû les livrer. *Car ce n'est ni à Pétersbourg ni à Moscou, mais en Pologne qu'il aurait pu frapper son ennemi mortellement*, et le forcer à signer une paix à des conditions avantageuses pour la France et ruineuses pour l'Angleterre. Ce n'est pas sans quelque raison et sans beaucoup de vraisemblance qu'on met ces paroles dans la bouche d'Alexandre lorsqu'il apprit avec douleur l'alliance de Napoléon avec l'archiduchesse d'Autriche : « Je prévois le sort de la Russie : le temps approche où il faudra prendre congé de l'Europe et rentrer dans les steppes de l'Asie. » Par la seule occupation du royaume des Jagellons, Napoléon réduisait la Russie à l'impuissance. Sans livrer de combat, il gagnait une bataille décisive en campant sur les anciennes frontières de la vieille Pologne. Il est difficile de ne pas convenir, pour quiconque examine ces considérations politiques et stratégiques sous leur véritable point de vue, qu'il n'y avait rien que l'Empereur n'eût pu obtenir du Czar, s'il l'avait voulu, à Witebsk, à Smolensk, à Polotsk et peut-être même à Wilna, mais il fallait hiverner en Pologne!



EXTRAIT DU CHAPITRE VI

POLITIQUE DE L'ALLEMAGNE.

Je commence par établir *à priori* que l'Autriche ne nous était nullement contraire, par la simple raison que tout ce qui affaiblit la Russie sert ses intérêts. Quant à la Prusse, elle n'aurait pu s'opposer au soulèvement des provinces polonaises de l'Empire. Ainsi, l'une ne *voulait* pas, l'autre ne *pouvait* pas y mettre obstacle, et toutes deux seraient restées neutres, parce qu'un mouvement spontané de toute la Pologne russe aurait provoqué de la part de la France et de l'Angleterre une médiation plus active, peut-être même une intervention ouverte.

Deux raisons importantes militent en faveur de cette opinion. D'abord la nature des actes par lesquels les démembrements de la Pologne ont été consommés, c'est-à-dire les divers rapports qui en sont résultés entre les puissances copartageantes. Deuxièmement, l'esprit du traité de Vienne.

Il y a donc à considérer la politique du *partage* et la politique du congrès de Vienne. Voyons dans quelles

relations elles se trouvaient à l'égard du 29 novembre. Commençons par la première.

A la fin du XVIIIe siècle, une nation de plusieurs millions disparut tout d'un coup de la carte du globe, sans guerre, sans conflit d'aucune sorte; et au moment même où des *institutions régénératrices*, *la suppression d'anciens abus*, *l'alliance de l'ordre et de la liberté*, *consacrés dans une charte constitutionnelle*, monument de la sagesse et des vertus de nos pères[1], allaient lui donner une nouvelle vie et des forces nouvelles. Ce genre de mort, qui n'était ni historique ni social, qui venait après une convalescence bien constatée du malade, fut inventé par une femme. Cette femme, amante des arts et des plaisirs, s'associa, pour l'appliquer, une autre personne de son sexe, souveraine douce, honnête, pieuse, et un roi philosophe, homme d'esprit et ami de Voltaire. Le savant Raumer a beau prétendre « qu'il est aussi indifférent de savoir qui le premier a prononcé le mot de partage, qu'il importe peu de connaître qui tire le premier coup à une bataille », il n'en est pas moins vrai que, pour nous autres Polonais, la question de savoir à qui appartient la palme dans l'acte qui nous ravit l'existence, n'est pas aussi indifférente qu'elle peut le paraître à un auteur prussien. Il y a des nuances, des gradations qui sont dignes de notre examen; tous les acteurs de ce drame monstrueux n'ont

1. La constitution du 3 mai établissait l'hérédité de la monarchie et posait la première pierre de l'émancipation des masses. Dans tous leurs mouvements, dans toutes leurs insurrections, les efforts des Polonais ont unanimement tendu vers cette émancipation. La malveillance seule de leurs ennemis peut les accuser de mauvais vouloir à cet égard. (*Note du traducteur.*)

pas joué le même rôle, car tous n'y ont pas été poussés par les mêmes motifs. Il y eut un principal coupable : c'est celui qui résidait aux confins de l'Europe, là où finit le monde végétal, où commence le domaine des animaux de proie. Il y en eut d'autres qu'il avait su entraîner en les forçant à devenir ses complices et à prendre leur part du butin. « Si vous ne partagez pas avec moi, leur avait-il dit, je prendrai tout. » Voilà le secret de l'accession de l'Autriche et de la Prusse. Chaque circonstance relative à cette œuvre de ténèbres, quelque minime qu'elle soit, mérite une scrupuleuse attention de notre part. Pesons-les donc ici en juges impartiaux, comme s'il ne s'agissait pas de la Pologne, comme si tant de sang n'avait pas été versé, comme si nos malheurs n'avaient jamais eu lieu. Jugeons cette question d'un point de vue élevé, indépendant, et rejetons toute appréciation empreinte des préoccupations du moment. Il est rationnel de supposer que celui qui a été le dernier à prononcer le mot de démembrement, qui, par conséquent, a dû avoir eu le moins d'intérêt à ce qu'il fût accompli, soit, dans de certaines circonstances données, le premier à faire entendre le mot de rétablissement, le premier à dire : « Je rendrai ce que j'ai pris, mais que les autres en fassent autant. » Alors le dernier acteur peut devenir le premier, et l'importance du rôle être en raison inverse du profit ; en d'autres termes, la puissance qui aurait le moins gagné, qui aurait même perdu, sous bien des rapports, à la spoliation, recueillerait le plus d'avantages à la restitution.

Or, l'Autriche est précisément dans ce dernier cas. Elle n'a et ne peut avoir aucune raison de s'opposer

au rétablissement de toute la Pologne, pourvu qu'elle ait des garanties que cette régénération ne nuira en rien à ses affaires intérieures. Aussi, une Pologne indépendante, avec ses anciennes limites, mais avec un gouvernement monarchique, stable et bien ordonné, doit logiquement être dans les vœux secrets de cette puissance. C'est peut-être entre ses mains une arme défensive et offensive qu'elle se réserve pour l'avenir en cas de guerre avec le Nord. La Prusse, elle, persistera plus longtemps à refuser sa sanction au rétablissement intégral de la Pologne; quant à la Russie, elle n'y consentira jamais.

Comme combinaison politique, le rétablissement de la Pologne assure à l'Autriche la suprématie sur l'Allemagne, et une entière sécurité pour ses possessions slaves; à la Prusse, plus d'homogénéité comme puissance allemande. » Quant à la Russie, ce rétablissement rejette sa puissance sur l'Asie.

Non-seulement ce n'est pas à l'Autriche qu'appartient la pensée du démembrement, mais on ne peut même pas l'accuser de l'avoir préparé de longue main par sa politique. En effet, ce n'était pas elle qui soutenait de ses baïonnettes l'anarchie, après l'avoir provoquée par ses intrigues; ce n'était pas elle qui, sous le manteau de l'intérêt qu'elle portait aux dissidents, s'immisçait dans nos affaires intérieures en s'opposant aux améliorations de nos institutions, afin de faciliter ses spoliations méditées d'avance; et lorsque la Pologne sortit enfin d'un long désordre par l'effort suprême qui enfanta la Constitution du 3 mai, ce n'était pas elle qui renversait ce monument de la sagesse nationale, en suscitant et en soutenant de son argent la

confédération de Targowitza. Ce n'était pas elle enfin qui faisait braquer ses canons sur nos assemblées législatives, et qui en enlevait les membres les plus dévoués à l'ordre et aux intérêts de leur patrie, pour les envoyer en Sibérie. Si l'on peut lui reprocher d'avoir fait occuper la Starostie de Spies, cette occupation n'eut lieu que lorsque les Repnin, les Saldern, les Wolkonsky, les Kaiserling régnaient déjà de fait à Varsovie. De tout temps, qu'on le sache bien, les machinations ténébreuses et les intrigues souterraines ont précédé et précéderont toujours les actes ostensibles de la politique russe. Ce sont autant de préliminaires indispensables à chaque nouvel attentat.

Les héros de la confédération de Bar [1] trouvaient en Autriche asile et protection toutes les fois qu'une force supérieure les éloignait du sol natal. Joseph II les rencontrant dans une de ses tournées, les entretint longtemps sur les frontières de la Silésie, et leur promit son appui. Au surplus la terre de Spies, quoique relevant depuis des siècles de la couronne de Pologne, était enclavée dans les États de l'Autriche, à l'intérieur de la Hongrie, et, de ce chef, nos titres de propriété pouvaient être contestables. C'est pourtant cette occupation qui servit de prétexte à l'œuvre infernale qui aboutit à notre ruine définitive : « Puisque l'Autriche, dit un jour Catherine II au prince Henri de Prusse, se

1. Confédération dirigée contre celle de Radom et contre la prépondérance de la Russie. Les confédérés voulaient enlever le roi Stanislas Poniatowski pour le soustraire à l'amitié de Catherine et le mettre à la tête de l'insurrection nationale. Ils combattirent pendant sept ans avec des chances diverses.

(*Note du traducteur.*)

permet de morceler la Pologne; ses voisins peuvent bien prétendre au même droit. » Ostensiblement offensée, elle se réjouit au fond du cœur de cette violation insignifiante. « Cette bonne Pologne! disait-elle d'un air de candeur, il suffit de se baisser pour trouver quelque chose à y ramasser. »

La czarine cherchait alors les moyens de conclure la paix avec la Porte Ottomane. La possession de deux provinces de la Kabardie, de quelques îles dans l'Archipel grec, le détachement de la Crimée et des principautés de la Moldavie et de la Valachie, entraient aussi dans les plans de sa politique *modérée*. Pour arriver à ses fins, elle avait besoin du grand Frédéric, d'abord comme médiateur entre elle et le Sultan, ensuite comme complice de ses projets ultérieurs. Le roi philosophe flattait la grande Catherine et entretenait une correspondance privée avec elle ; son portrait figurait, disait-on, dans son cabinet de Sans-Souci. — « Je « serais capable, disait l'impératrice dans le courant « de sa conversation avec le prince Henri, de faire de « grands sacrifices pour consacrer, par des liens du« rables, l'amitié qui m'unit au roi votre frère ; je « tremble toujours qu'il ne m'abandonne! » — « Rien « de plus facile, répondit le prince, il faut lui offrir ce « qu'il lui importe le plus de posséder, ce sans quoi « il n'y a pas de liaison logique entre les différentes « parties de ses États, sans quoi, en un mot, la Prusse « n'est qu'un boyau incohérent et difforme. » — Le prince de Prusse, comme disent les mémoires du temps, entendait par là les provinces de Malborg, de Poméranie, de Chelm et de Varmie.

« Je ne demande pas mieux, répondit doucement la

« czarine, pourvu que cela ne porte pas atteinte à « l'équilibre européen ; quant à moi, je ne demande « rien. » — Les délibérations ne furent pas longues, on s'entendit à l'instant, et la grande Catherine, s'approchant d'une table couverte d'une carte de la Pologne, d'un trait de plume marqua à chacun sa part de la curée...

Le prince Henri brûla le pavé pour porter cette nouvelle à Berlin. — Après son arrivée, la Pologne resta entière et sans maîtres étrangers *pendant tout un jour*, le dernier de son indépendance ! Pendant tout ce jour, probablement le premier et le dernier de sa vie, le grand Frédéric fut honnête homme !

S'il faut en croire des mémoires dignes de foi, le roi, pendant ces vingt-quatre heures, fut taciturne, boudeur et resta enfermé dans son appartement; il ne suspendait le cours de ses réflexions que pour éclater en bouffées de colère contre son frère [1]. Ainsi, le philosophe, l'athée qui ne croyait à rien, semblait craindre la foudre du ciel et hésitait devant cette œuvre inique. Mais ces hésitations furent de courte durée ; la *raison d'Etat* l'emporta. Le lendemain, il se réconcilia avec son frère, l'embrassa avec effusion et s'écria : « Le projet de l'impératrice sera le salut de la monarchie prussienne ! » — Grande fut son erreur ! car, dès ce jour, il assujettit la monarchie prussienne à la néces-

(1) A la proposition du démembrement faite par le prince Henri en 1771, Frédéric « s'emporta, lui imposa silence, et lui dit avec dédain et dureté, que c'était une idée chimérique aussi dangereuse qu'extravagante. »— Histoire des trois démembrements de la Pologne par Ferrand, volume Ier, livre 1er, page 148.

(*Note du traducteur.*)

sité d'une liaison intime, d'une sorte de dépendance à la Russie, dépendance dont elle ne pourra jamais s'affranchir. — « Que dira l'Europe? écrivit-il à Saint-Pétersbourg. » — « Je prends tout sur moi, répondit Catherine [1]. » — Il fut plus difficile d'obtenir l'accession de Marie-Thérèse, femme pieuse, de mœurs irréprochables, d'une probité reconnue, souveraine généralement révérée, et, de plus, détestant cordialement Frédéric à cause de la Silésie, et Catherine à cause de la dissolution de ses mœurs. Elle se révolta à la seule pensée de prêter la main à ses voisins déhontés dans l'accomplissement d'une œuvre inouïe jusqu'alors dans les annales du monde chrétien.

Rendons justice à ceux mêmes qui ont mal agi envers nous; il y avait dans la conduite de l'Autriche, en cette circonstance, un reflet de noblesse qui faisait contraste avec celle du cabinet prussien. Il y a quelque chose de chrétien et de respectable dans cette ancienne monarchie. Il est vrai que rarement cela se manifestait dans ses actes publics. Marie-Thérèse résista longtemps, sincèrement. Elle offrit l'évacuation de la Starostie de Spies, pour ôter l'exemple et tout prétexte à ses augustes voisins; et lorsque cette proposition ne fut pas accueillie, elle voulait, on le sait, déclarer la guerre à la Russie et solliciter à cet effet la neutralité de la Prusse; mais le cas ayant été prévu

1. Une preuve que ce n'est pas la Prusse, mais la Russie qui a conçu la première idée du partage, se trouve aussi dans l'instruction donnée par Catherine, avant le premier partage, à son ambassadeur à Varsovie. Cette pièce fut trouvée le jour de l'insurrection (1794), et publiée dans la gazette officielle.

(Note de l'auteur.)

par les deux complices, Frédéric répondit qu'en vertu des traités, il se verrait forcé, en cas de guerre, de seconder la Russie.

Ainsi, pour empêcher le partage, l'Autriche aurait été obligée de faire la guerre à son ennemi le plus redoutable, au héros du siècle appuyé sur la puissance moscovite : position difficile, succès trop incertain. Ayant à choisir entre une guerre imminente et terrible, ou l'acquisition pacifique de la belle province de la Gallicie, que restait-il à faire à la pieuse Marie-Thérèse, accablée sous le poids des années? Sans chercher à justifier son accession, on est au moins obligé de reconnaître qu'elle y fut en quelque sorte forcée. La chute du ministre Choiseul et le crédit de Kaunitz (ce vieux fat, pétri d'égoïsme, qui disait que la mort de son ami le plus cher ne saurait interrompre sa toilette, ni abréger son dîner d'une minute), contribuèrent également à faire pencher la balance contre nous.

Voilà le premier acte de cette tragédie du 18e siècle; les deux autres ne furent que la suite naturelle du premier [1]. Pour l'historien penseur, celui-là, seul, porte le caractère le plus grave. Le crime entraîne au crime. Pour garder la première rapine, il fallait morceler ce qui restait de la Pologne; car, régénérée par la constitution du 3 mai 1791, elle aurait bientôt repris ce qui lui avait été si outrageusement ravi.

Voilà donc les traits principaux, le caractère de l'œuvre des partages : de la part de la Prusse, poli-

1. L'Autriche n'eut aucune part au deuxième partage.

(*Note de l'auteur.*)

tique embarrassée, entortillée, intéressée, mais timide; de la part de l'Autriche, répugnance, protestation, enfin accession forcée. La conduite de la Russie seule porte le caractère d'une perversité cupide, d'une perfidie raisonnée, conforme du reste à sa nature et à ses vues lointaines.

L'Autriche était grande et puissante avant que la Russie ait paru en Europe, grande et puissante elle pourrait être encore aujourd'hui sans la Gallicie. Mais la Russie, sans la Pologne, redeviendrait asiatique, sans reprendre peut-être l'énergie sauvage des barbares; car le colosse qui n'est jamais parvenu à *russifier* sa victime, en a pris, au contraire, les habitudes et les besoins européens qui ont affaibli sa constitution primitive, et auxquels il ne pourrait renoncer aujourd'hui sans ébranlement : tel le sauvage ne saurait revenir à son premier état, après avoir goûté les délices et le bien-être de la civilisation [1]. La prépondérance de la Russie gît, comme nous l'avons prouvé, dans la possession de la Pologne. C'est de là que le czar étend un bras vers Paris et touche de l'autre à Constantinople.

1. Nous nous permettons de différer ici d'opinion avec l'auteur. La Russie sans la Pologne cesserait d'être prédominante et de menacer constamment l'Occident de son influence et l'Orient de ses armées; rien de mieux, et c'est pour cela précisément qu'il faudrait la lui ôter. Mais la Russie sans la Pologne n'en conserverait pas moins son rang parmi les grandes puissances, et ses rapports avec l'Europe, pour être moins dangereux, n'en continueraient pas moins sur un pied d'égalité que sa prépondérance avait altérée. Avec quarante-cinq millions de population, deux mers à sa disposition et une armée de six à huit cent mille hommes, on ne descend pas au deuxième rang dans la famille des États.

(*Note du traducteur*).

C'est, les pieds sur la Pologne, qu'il commande l'Orient et dirige l'Occident. La Gallicie n'apporte aucun de ces avantages à l'Autriche, car, peut-elle racheter par quelques millions de revenu la nécessité d'entretenir des rapports si désavantageux avec le nord? Cette province a coûté à Marie-Thérèse des larmes, des insomnies et de cuisants remords à son heure dernière; aujourd'hui, elle coûte à l'Autriche plus cher à garder qu'elle ne la garde. « Der Kaiser will das Laenderle abgeben. (L'empereur rendra ce petit pays) », disent les Autrichiens. — Je ne rendrai pas un pouce du sol polonais, répond la Russie à Saint-Pétersbourg.

Ce sol est devenu entre les mains des Czars une arme offensive, non-seulement contre l'Autriche, mais aussi contre la Prusse, si celle-ci voulait briser les liens qui l'assujettissent. Cette faculté est d'autant plus dangereuse qu'elle n'est pas réciproque, car bien que ces deux gouvernements puissent, le cas échéant, susciter à leur voisine de graves embarras en alimentant l'esprit d'indépendance dans la Pologne, il faudrait admettre tant de crédulité de la part des Polonais si souvent trompés, un changement si complet, si éclatant dans la politique de ces deux puissances, qu'il est peu probable que la Russie ait jamais à redouter ce danger. Mais il n'en est pas de même de son côté; par ses intrigues secrètes en Gallicie et en Hongrie, par son influence sur les populations slaves, ses coreligionnaires, elle travaille sans cesse dans l'ombre à affaiblir les liens de fidélité et de soumission des sujets de l'empire apostolique. Si la Prusse, à cet égard, offre moins de prise à son redoutable allié, elle a cependant dans ses États assez de sujets d'origine slave pour la rendre

vulnérable, pour peu que la main habile et puissante des czars veuille exploiter leur esprit anti-germanique. L'appât perfide d'une réunion en un seul faisceau de toutes les branches de la grande souche slave étendue depuis la mer Baltique jusqu'à l'Adriatique, ne manquera jamais son effet, en Autriche comme en Prusse. Ce n'est pas en vain que Pierre le Grand s'appela le Czar de toutes les Russies; ses descendants n'ont jamais cessé de considérer tout ce qui est slave comme une partie intégrante de leur patrimoine, que le temps seul avait manqué de rendre incontestable. La présence seule des armées russes sur les frontières de la Gallicie et sur la Vistule, met la Russie à portée d'exercer son influence au sein de l'Allemagne même.

Le commerce de la mer Noire, rendu facile et florissant par l'accaparement de la Pologne orientale et de la Crimée; la part exclusive que la Russie possède dans les affaires des principautés de Moldavie et de Valachie; les médiations armées dans celles de l'Orient : tous ces avantages sont autant de redoutables désavantages pour les États apostoliques. Pour ne pas être nouvelles, ces vérités n'en sont pas moins invariables, et leurs conséquences aussi infaillibles qu'un chiffre; pour être tolérées, elles n'en sont pas moins l'objet des craintes et de la vigilance trop peu active peut-être du cabinet de Vienne.

L'Autriche et la Prusse (car sous le rapport slave ces deux puissances peuvent être assimilées, quoique à un degré inégal,) *sont donc soumises, du côté de la Russie, à une pression immédiate et redoutable, dont l'origine se trouve dans leur complicité dans le démembrement de la Pologne.*

Telles sont, telles peuvent être, surtout pour l'Autriche, les conséquences du rôle qu'elle a joué dans l'œuvre du morcellement, rôle inégal, contraire à ses intentions et même à ses intérêts. S'il y a un fait dont les suites dominent et domineront toujours la politique des trois puissances, c'est le démembrement de la Pologne ; il en découlera tôt ou tard, n'en doutons pas, de sanglantes collisions. La nature de cette partie des frontières russes qui touchent à la Prusse et à l'Autriche ; le système défensif de ces deux puissances si faibles de ce côté, tandis que la Russie possède des points stratégiques tellement avantageux qu'il lui est loisible d'ouvrir la campagne sur les territoires de ses voisins, sans exposer le moins du monde sa ligne d'opérations : toutes ces considérations, dis-je, jettent un nouveau jour sur la situation du germanisme, chargé des dépouilles de la Pologne, vis-à-vis de l'autocrate qui est en possession de la majeure partie de ces dépouilles.

C'est donc dans les rapports de la nouvelle Moscovie avec l'Allemagne en général, et nommément avec l'Autriche, rapports, je le répète, résultant du partage de la Pologne, qu'il faut voir les germes de sa renaissance ; à moins que la progression des événements ne hâte le dénoûment, en amenant un de ces ébranlements qui surviennent tôt ou tard à la suite d'un outrage fait aux principes de justice et de haute morale, outrage que les uns persévèrent à soutenir et que les autres s'obstinent à tolérer[1]. M. M.

1. M. de Narbonne dit : « Les plus grandes erreurs politiques « sont toujours des offenses à la justice et à la loi morale. Il n'y « a pas de grande iniquité qui, finalement, n'ait été une grande « faute. »

Nous le demandons encore au lecteur : Faut-il une Pologne ?

Sans vouloir prétendre qu'il faille ajouter une foi aveugle aux assertions de l'auteur que nous venons de citer, il nous paraît désirable que les puissances qui font en ce moment la guerre à la Russie, les jugent dignes de leur examen, dans l'intérêt de l'Europe et de la civilisation.

Le lecteur, qui aura lu ces chapitres avec attention, saura apprécier la position géographique, économique et militaire des provinces polonaises, à l'égard de l'empire russe. S'il examine bien la carte de la guerre actuelle, il verra qu'en entrant par la Moldavie et la Bessarabie dans les anciennes provinces de la Pologne, en les organisant militairement (cette organisation comprendrait la Lithuanie) les puissances belligérantes interrompraient toutes communications entre la Russie et l'Europe, et rendraient alors indispensable, pour l'Autriche, l'alliance avec l'Occident.

L'Autriche, en négligeant aujourd'hui, en s'opposant même à la reconstitution de la Pologne, ce qui frapperait la Russie au cœur et l'amènerait à composition, semble ne viser qu'à maintenir cette position indécise entre le Nord et l'Occident, qui sied bien à sa diplomatie et à sa politique, et qui, à ce qu'elle croit au moins, a fait sa fortune après la campagne de 1812.

Les puissances occidentales, en adhérant à cette

politique de l'Autriche, en l'entourant de ménagements peut-être exagérés, loin de l'entraîner, la maintiennent forcément dans sa position vacillante; car elles lui font entrevoir, en attaquant la Russie à faux, que celle-ci a de grandes chances de sortir de la lutte, sinon victorieuse pour le moment, au moins entière, et toujours menaçante pour l'avenir.

Le cabinet de Vienne connaît le point faible de la Russie, et comme il ne tient pas à l'abattre, il couvre ce point faible de sa médiation, dans l'espoir de faire valoir un jour, près de cette puissance, des titres à sa reconnaissance, en cas que la guerre actuelle ne parvienne pas à la déposséder de ses forces offensives contre l'Europe.

Ce cas peut bien arriver (l'Autriche se trompe rarement) si les puissances alliées persistent dans la voie qu'elles semblent résolues à suivre, et si elles ne se donnent pas la peine de méditer cette autre vérité que l'auteur dont nous nous occupons, adressait après la levée de boucliers en 1830, à quelques-uns de ses compatriotes qui comptaient sur les négociations avec les Russes :

« Quiconque, disait-il, s'est querellé une fois avec le Czar, ne pourra jamais se réconcilier sincèrement en ce monde. Il faut qu'il soit vaincu ou victorieux. »

C'est Rome dans sa marche vers la conquête du Monde, dans des conditions et avec des armes différentes. Les armes de la Russie sont : le crédit exagéré de sa puissance, l'insouciance de l'Occident pour les intérêts politiques d'un calcul un peu plus large[1], la

1. Dernièrement, lord Aberdeen dit en plein parlement :

ruse et la terreur, la démoralisation et l'intrigue, la violence et la patience.

Or, malgré la démoralisation actuelle de l'armée russe elle-même et de la population, en présence des forces matérielles imposantes, et de l'influence morale de l'Occident, cette population se rappelle la campagne de 1812, l'abattement et la panique qui se manifestèrent au début parmi les troupes et même dans l'administration. Elle se rappelle la même panique en 1831, lors de la guerre de Pologne. Mais comme l'esprit et l'énergie du gouvernement n'ont jamais fléchi devant les événements, elle compte aussi sur cette protection providentielle qui semble couvrir les actes les plus téméraires des Czars, et qui, sans victoire, souvent sans bataille décisive, leur donne raison de leurs

« Qu'il regarderait comme un beau résultat de la guerre actuelle, une paix qui assurerait, comme celle d'Andrinople, vingt-cinq ans de sécurité (armée). » La presse anglaise s'est émue de ce discours par rapport au traité d'Andrinople; mais elle n'a pas relevé le chiffre significatif de vingt-cinq ans Un homme d'État qui calcule sur cette échelle la sécurité des nations, risque toujours de se tromper et d'aboutir à une catastrophe avant le temps voulu. C'est même immanquable dans le cas présent. Mais, en admettant le calcul juste, nous pensons encore que Cromwell, Élisabeth, Richelieu, Pitt, Pierre 1er, Napoléon, tous les grands hommes d'État, s'ils avaient entendu ce langage, auraient probablement répondu en ces termes : « Il n'est pas permis à un ministre d'emprunter aussi inconsidérément à l'avenir pour solder la dette du présent; dans cette sorte d'emprunts, on paie une trop forte usure. C'est une prodigalité désastreuse pour les empires. » C'est ainsi que diraient les hommes d'État; quant à nous, qui ne sommes que des particuliers, nous nous permettrons, en réponse à son calcul de vingt-cinq ans, de faire une simple question à lord Aberdeen : « Le noble lord a-t-il des enfants? »

ennemis. Cette fatale puissance d'accroissement gonfle l'orgueil des Czars eux-mêmes, et les rend audacieux. Ce ne sera pas le déploiement de forces matérielles qui leur en imposera; ils ont pour eux, comme l'a dit Alexandre Ier, le temps et l'espace. Pour les abattre, pour leur faire reconnaître votre puissance, il faut frapper juste, il faut frapper au *cœur*.

La protection qui a couvert la Russie lors du traité d'Andrinople, c'est l'intervention des puissances européennes, survenue au moment où l'armée de Diebitsch, malgré ses victoires, se trouvait dans la position la plus difficile; la protection qui la sauve aujourd'hui, c'est la médiation de l'Autriche, et surtout c'est le projet attribué, peut-être à tort, aux puissances occidentales, d'écarter la question polonaise du débat actuel, projet qui, loin de simplifier la guerre d'Orient, tend à la rendre de plus en plus compliquée, de plus en plus insoluble.

Dans cet état de choses, la lassitude inséparable des opérations longues, difficiles et sans résultats décisifs, viendra d'une part ou de l'autre. Elle viendra plutôt, malgré leur puissance, de la part des gouvernements qui ont à compter avec les intérêts industriels, avec l'amour de la paix de leurs populations, avec l'opinion publique, enfin, que d'un gouvernement comme celui de la Russie, pour lequel les peuples ne sont qu'un instrument passif, propre à accomplir un but indispensable; instrument qu'on emploie et qu'on épuise, sans rendre compte à qui que ce soit.

Voilà les considérations propres à émouvoir les puissances alliées, si elles veulent sérieusement ramener la Russie à ses frontières naturelles, c'est-à-dire lui

laisser assez de puissance pour qu'elle développe ses forces légitimes, tout en arrêtant ce qui, dans leur trop forte expansion, peut devenir nuisible et dangereux à l'équilibre des États, au bien-être des peuples et aux intérêts de la civilisation.

C'est sur le territoire des anciennes provinces polonaises que se terminera la lutte engagée actuellement, avec ou malgré l'Allemagne, si les puissances occidentales le veulent, c'est-à-dire si rien ne vient détruire l'unité de vues qui existe entre elles, et si elles sont résolues à la voir finir à leur avantage.

Si, au contraire, elles ne veulent pas embrasser dans leur politique la question polonaise, si leurs armées ne doivent pas pénétrer jusqu'aux anciennes provinces polonaises, le conflit actuel se terminera, dans un temps plus ou moins éloigné, sur un autre terrain et dans des conditions qu'on ne saurait prévoir.

On aura remarqué que tout le chapitre VI, relatif à la politique allemande, est en faveur de l'Autriche et de sa politique anti-russe; mais il ne faut pas oublier que l'ouvrage a été écrit en 1832-33. Il est survenu depuis, dans la politique du cabinet autrichien, certaines modifications qu'il serait d'une grande importance d'examiner, avant de baser des combinaisons politiques sur la coopération franche de cette puissance.

Si la question actuelle se fût produite en 1828, ou même en 1833 ou 34, l'Autriche, nous en sommes convaincus, se serait décidée immédiatement pour les puissances occidentales, et, malgré ce qu'il en coûte de se séparer d'une province qu'on a si longtemps possédée, elle eût, la première, provoqué la reconsti-

tution de la Pologne. Appuyée par l'Angleterre et la France, elle aurait assuré sa gloire dans le présent et sa sécurité dans l'avenir. Par cet acte, elle se serait attaché les peuples qu'elle gouverne; car rien n'impressionne les masses en faveur des gouvernants comme un grand acte de justice accompli avec loyauté et exécuté avec énergie.

Malheureusement l'Autriche, toujours en proie à la crainte des révolutions, commença, dès 1833, à se rapprocher de la Russie. Elle s'associa même à sa politique dans les persécutions qui, à cette époque, commencèrent à s'exercer en Gallicie, dirigées non-seulement contre les principes démagogiques, mais contre les sentiments nationaux confondus à dessein avec les premiers. Ces persécutions ont fait perdre du terrain et de la popularité à un parti assez nombreux de Polonais qui mettaient leurs espérances dans l'Autriche. L'antipathie des races se réveilla. C'est ce que voulait la Russie. Une fois dans l'alliance russe, l'Autriche devait nécessairement subir un revirement dans sa politique en Orient. Au lieu de s'opposer au colosse, elle devait l'appuyer par son concours, et prolonger ainsi son existence politique et son système absolu sous la tutelle de l'autocratie étrangère. Les premiers symptômes de ce revirement dans la politique autrichienne se manifestèrent par les persécutions contre la nationalité polonaise, qui aboutirent enfin à la destruction de la république de Cracovie.

Le jeune empereur veut-il suivre cette nouvelle route de l'alliance russe, constatée dans le protocole de 1840 à Londres, ou veut-il reprendre l'ancien système, plus conforme à l'indépendance d'une grande

monarchie? Voilà la question. L'Autriche veut-elle être avec la Russie ou avec l'Occident?

Si elle est avec la Russie, elle doit continuer cette œuvre de dénationalisation qui se poursuit impitoyablement en Gallicie, et l'idée de reconstituer la Pologne doit nécessairement la contrarier dans ses vues.

Mais, dans le cas contraire, si elle veut suivre son ancienne politique, si elle veut s'allier à l'Occident, défendre l'Orient et sa propre indépendance, elle n'a, elle le sait bien, qu'un seul et unique moyen à employer; c'est de provoquer la question du rétablissement de la Pologne.

Le jour où elle sera sincèrement, et sans arrière-pensée, décidée à soutenir l'intégrité de la Turquie, elle relèvera de sa propre main la bannière polonaise.

Peut-être est-il dans les destinées de l'arrière-petit-fils de Marie-Thérèse de laver la seule tache qui couvre le règne glorieux de son aïeule[1], de rendre l'indépen—

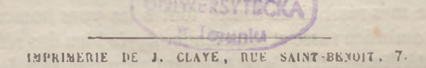
1. ***Extrait de la dépêche de M. de Breteuil, ambassadeur de France à la cour de Vienne, adressée à M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, à la date du* 23 *février* 1775.**

Quant à l'impératrice, après m'avoir tenu plusieurs discours entortillés, qui avaient tous pour objet ses engagements et arrangements sur la Pologne: mes réponses ou mon silence ne lui donnant pas tout le jeu qu'elle me paraissait désirer, elle me dit avec l'exclamation de la douleur : « Je sais, monsieur l'ambassadeur, que j'ai mis une grande tache à mon règne par tout ce qui vient de se faire en Pologne; mais je vous assure qu'on me le pardonnerait, si on savait à quel point j'y ai répugné, et combien de circonstances se sont réunies pour forcer mes principes, ainsi que mes résolutions contre toutes les vues immodérées de l'injuste ambition russe et prussienne. Après bien des réflexions, » m'a ajouté l'impératrice, « ne trouvant aucun moyen de m'oppo-

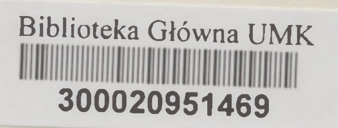
dance à sa couronne vis-à-vis des barbares du Nord, et de conquérir, par cet acte méritoire, pour sa dynastie, l'affection de ses peuples, ébranlée par la politique contraire.

H. L.

ser seule au plan de ces deux puissances, j'avais cru qu'en formant pour ma part des demandes et des prétentions exorbitantes, on me refuserait, et que la négociation se romprait; mais ma surprise et ma douleur furent extrêmes, en recevant, en réponse de ces demandes, l'entier consentement du roi de Prusse et de la czarine. Jamais je n'ai été si affligée; et je dois à M. de Kaunitz la même justice sur sa peine extrême dans ces moments; il a toujours été opposé de toutes ses forces à ce cruel arrangement. Je dois même vous avouer que la conduite de M Kaunitz, dans toute cette affaire et depuis qu'elle est terminée, m'a rendu ce ministre bien plus cher et bien plus estimable; car, après y avoir résisté autant qu'il a dépendu de lui, et sentant tout ce que cela jette de fâcheux sur son ministère, il n'a rien laissé voir de sa peine, et s'est laissé charger par l'opinion publique de tout ce qu'il avait le plus désapprouvé et combattu. Enfin aujourd'hui, il emploie toutes les ressources de son génie pour terminer cette malheureuse entreprise d'une manière qui y mette au moins des bornes. »



IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7.


Biblioteka Główna UMK
300020951469